

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19283 - 74ÈME ANNÉE

## Journée solidaire hier à Manapany

### REAGIES : au cœur de 36 ans de solidarité entre Madagascar et La Réunion



**Ce 12 mai, l'association REAGIES invitait à une journée solidaire à Manapany. Ce fut l'occasion de revenir sur les 36 années d'actions en faveur de la solidarité entre les peuples malgache et réunionnais.**

La salle communale de Manapany à Saint-Joseph a accueilli dimanche 12 mai la journée solidaire de REAGIES. Outre des membres de l'association, cette journée a vu la participation de sympathisants dont Élie Hoarau, président du PCR, Julie Pontalba, candidate PCR sur la liste PCF aux élections européennes, ainsi que de l'ancienne sénatrice Gélita Hoarau et d'Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire du PCR aux Relations internationales. Une initiative qui a bénéficié de la

part de la Mairie de Saint-Joseph du prêt de la salle communale.

C'est à Gilles Boyer, un jeune de REAGIES, qu'a été confiée la responsabilité d'accueillir les participants à la journée de solidarité de l'association présidée par Simone Yée Chong Tchi Kan. Après le mot de bienvenue, la présidente de REAGIES est revenue sur les 36 années d'action de REAGIES à Madagascar. C'est en 1983 qu'eut lieu la première initiative, à la suite d'une rencontre de Simone Yée Chong Tchi Kan avec Gisèle Rabesahala, présidente du Comité de solidarité de Madagascar. C'était une opération de distribution de vivres.

**Se connaître par la solidarité**

REAGIES a ensuite organisé des vacances à Madagascar pour des enfants réunionnais issues de familles pauvres. Pendant deux semaines, ils vivaient avec des enfants malgaches à Madagascar. De ce séjour partagé naissait une solidarité, avec des actions des Réunionnais pour récolter des fonds afin que leurs camarades malgaches puissent améliorer les conditions de leur rentrée scolaire. Ces jeunes Réunionnais participaient également à la rénovation de l'école du Comité de solidarité de Madagascar.

Simone Yée Chong Tchi Kan a aussi évoqué les Noël solidaires organisés à Madagascar. Tout était parti d'une initiative de plusieurs étudiants de l'IUT de Saint-Pierre en 1997, dans laquelle s'est impliquée REAGIES. La solidarité se déclinait notamment en des distributions de jouets au moment de Noël, et de fournitures scolaires auprès d'écoles publiques de Madagascar.

### **Se connaître par une histoire commune**

Malgré le décès de Gisèle Rabesahala en 2011, les actions se poursuivirent. La commémoration du 70e anniversaire de la révolte de 1947 allait ouvrir une orientation supplémentaire pour REAGIES : une meilleure connaissance par l'étude de l'histoire commune

entre Madagascar et La Réunion. Souhaitant mener une action dans ce domaine, le PCR s'est appuyé sur REAGIES. Dans son intervention, Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations internationales du PCR, a souligné que sans REAGIES, La Réunion aurait été absente de cette commémoration.

La présidente de REAGIES fit alors un retour sur les différentes actions menées dans ce cadre : conférence du 4 décembre 2016 à Saint-Leu, séjour d'une délégation réunionnaise à Moramanga lors du 70e anniversaire de la révolte du 29 mars 1947, 50e anniversaire de l'AKFM en mars 2018, organisation du premier Forum des peuples des îles de l'océan Indien en août 2018. Ce fut en mars 2018 qu'avec l'AKFM et le PCR, il fut décidé d'une suite à donner aux actions de l'année précédente en donnant un coup de projecteur sur le parcours de Francis Sautron, un syndicaliste réunionnais qui fut maire de Diego-Suarez, aujourd'hui Antsiranana. Francis Sautron avait décidé de se mettre au service de la cause des Malgaches les plus opprimés par le système colonial, et il militait pour la restauration de l'indépendance de Madagascar ce qui l'amena à faire partie des fondateurs de l'Union du peuple malgache (UPM) qui fusionna en 1958 avec d'autres partis pour former l'AKFM (Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar).

## La jeunesse malgache et notre histoire commune

L'année 2019 a donc vu une nouvelle étape franchie avec la participation d'une délégation réunionnaise à deux événements. Tout d'abord, il y eut le partenariat avec l'Université d'Antsiranana. Des étudiants en 3e année de Parcours d'histoire ont effectué un important travail de recherche sur l'œuvre de Francis Sautron à Madagascar, et particulièrement dans

leur ville. Il fut restitué lors d'une conférence organisée le 22 mars à Antsiranana. Les étudiants avaient ensuite organisé une visite de leur campus, ce qui permit à la délégation réunionnaise de se rendre compte de la qualité de leur travail malgré des conditions matérielles difficiles.

Le 27 mars, REAGIES a organisé à Moramanga les Olympiades de l'histoire. Trois établissements scolaires de cette ville, point de départ de la révolte de 1947, ont présenté le résultat de leurs recherches sur cet événement historique. Les élèves du collège Succès, et des lycées Victorien et FJKM, ont permis au nombreux public de ces Olympiades d'appréhender sur une page de leur histoire. Cette contribution de la jeunesse à l'écriture de l'histoire de son pays a été vivement saluée. Cette manifestation était d'ailleurs soutenue par le Musée de la gendarmerie nationale de Moramanga, et fut marquée par la présence d'importantes autorités malgaches, dont l'équivalent de l'Inspecteur d'Académie. Toutes ces actions ont été réalisées sans subvention, rappela Simone Yée Chong Tchi Kan, ce qui signifie que tout repose sur la solidarité.

## Le rôle de Madagascar dans la formation des Réunionnais

Une partie de ces actions fut ensuite présentée en images. Un débat avec les participants à la journée solidaire a ensuite suivi. Il fut l'occasion d'insister sur l'importance de mieux se connaître pour avancer vers un avenir commun. Ary Yée Chong Tchi Kan présenta également deux nouvelles pistes de recherche : le destin des déserteurs réunionnais restés à Madagascar parce qu'en 1947, ils refusèrent de tirer sur les Malgaches ; l'apport de Madagascar à la formation de cadres réunionnais quand La Réunion ne

comptait qu'un seul lycée, et que ce sous-équipement poussait des familles à envoyer leurs enfants au lycée à Madagascar.

Yvrin Lagarrigue rappela pour sa part que les conditions matérielles actuelles à Madagascar sont celles qu'il a connu dans sa jeunesse quand il est né et a grandi dans une case en paille. À cette époque, la plupart des importations de nourriture venait de Madagascar : riz, grains, viandes...

Renouer avec ses liens est un des objectifs poursuivis par le PCR a ajouté en substance Ary Yée Chong Tchi Kan. Il a souligné que ce sont les Réunionnais qui ont permis au tourisme de se développer à Maurice, avec plus de 150.000 visiteurs par an. Si 15.000 Réunionnais venaient passer leurs vacances à Madagascar, ce serait un apport important pour un pays où le SMIC vient d'être revalorisé à 50 euros par mois.

La journée s'est conclue par un repas solidaire et la prestation de plusieurs artistes. Les fonds récoltés à cette occasion financeront une opération intitulée « Faire rejaillir l'eau dans l'école d'Ambohitrimanjaka ». Il s'agit de permettre à des centaines d'élèves d'avoir de nouveau accès à l'eau.

**M.M.**

## Double défi au Droit international

# Chagos : sans surprise, les Etats-Unis s'alignent sur la Grande-Bretagne

Accompagnant le communiqué ci-après, une annonce du Comité de solidarité Chagos-La Réunion indique que Liseby Elysé et Olivier Bancoult seront à La Réunion du 30 mai prochain au 2 juin. Il est d'ores et déjà prévu un repas solidaire le vendredi 31 mai à midi au Port et une conférence le vendredi 31 mai au soir à l'hôtel de ville de Saint-Denis.

Sans surprise, les Etats-Unis viennent d'emboîter le pas du Royaume-Uni, en opposant un même refus de reconnaître l'Avis de la Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ), rendu le 25 février dernier.

Le rejet par Washington de cet Avis aura suivi de quelques jours le rejet opposé par Londres. Même position, mêmes intérêts, même complicité. Entre le 30 avril et le 7 mai, il n'aura fallu qu'une semaine pour que les deux grandes puissances étalent aux yeux du monde leur suffisance, leur mépris envers la communauté des nations, et leur prétention à se placer au-dessus des règles internationales.

Depuis près de 50 ans – les années 70 – la puissance américaine a investi l'océan Indien, en faisant de notre région une "zone de guerre", à l'opposé de la "zone de paix" voulue par les peuples vivant

dans le bassin indien-océanique. **Première victime de cette toute-puissance, le peuple chagossien. Il en a payé le prix fort, et c'est peu dire, puisqu'il a été déraciné, arraché, déporté de sa terre, de son pays, où il vivait depuis plusieurs siècles.**

Washington et Londres continuent d'avancer la même fable juridique, à savoir que le "dossier Chagos" soumis à la CIJ relève d'un différend purement bilatéral, entre le Royaume-Uni et Maurice. Différend qui ne pourrait et ne devrait être résolu, selon eux, qu'entre les deux pays, excluant la CIJ de toute légitimité à se prononcer.

Or la vérité juridique est tout autre : c'est sur le principe de droit international relatif au processus de la décolonisation de Maurice que l'Assemblée générale des Nations-Unies a saisi la CIJ. Et son Avis a statué que la Grande-Bretagne n'a pas mené ce processus d'une façon régulière à la suite de la séparation de l'archipel des Chagos. En conséquence, la conclusion de la CIJ est formelle : "le Royaume-Uni est tenu, dans les plus brefs délais, de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos".

Une nouvelle période s'est ainsi ouverte suite à ce verdict adopté par 13 des 14 juges qui ont siégé à La Haye (la 14<sup>ème</sup> juge était la juge américaine, comme il se

doit!). Les Chagossiens se sont sentis confortés par le vent d'une Histoire, certes toujours pleine d'obstacles, mais avançant bon gré mal gré en s'appuyant sur la solidarité des nations (en particulier africaines).

Dans les prochaines semaines Maurice va se rendre à nouveau devant l'Assemblée générale des Nations-Unies pour concrétiser la mise en œuvre de l'Avis de la CIJ. Dans le même sens, les Chagossiens vont continuer à se battre pour leur retour sans plus tarder aux Chagos.

**UN DEMI-SIÈCLE D'EXIL FORCÉ : IL FAUT FAIRE CESSER CETTE HONTE QUI DÉSHONORE A LA FOIS LES ETATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE.**

***Pour le Comité Solidarité  
Chagos La Réunion  
Georges Gauvin, président  
Alain Dreneau, secrétaire***

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Lo pirataz zidé PCR, in kado napwin d'pri !

Mi kraw nout tout kan té marmay, laprann in pé lékol zistwar la « piratri ». Dann mon tan amwin, marmay té oki d'télé zot kaz, in pé navé minm pa innti morso tranzistor. Alor zistwar piratri, brigand dé mэр, té fé kart zoréy, é karki lo zyé. Pou rapél, la piratri sé in kalité banditism an mэр par bann marin. Zot métyé, sé d'piyé, d'volé tout sak zot i trouv d'si zot rout, non sélman an mэр, mé osi dann vilaz d'si la kot. Sa i ékzis dopi lantikité. Mé kontréman pétèt sak nou kraw, so métoy brigandaz la pa disparèt. Li lé ankor daktyalité in pé partou, mé an pli modern, minm dann zonn loséan indiyen.

So lintroduksyon, sé pou amén a mwin di, an fin d'kont, pirat, néna sinkant kalité. Anplis pirat la mэр, nou lé déza tandi parlé, pirat la rout', pirat dé lèr, pirat zinformatik, pirat sési, pirat séla. Mé, néna osi in not kalité piratri, i éspas sank lo moun i rann azot kont, sirtou isi la Rényon, sé lo piratri politik, pirataz zidé, pirataz prozé lé zot. Lo PCR, ki fèt tanto, son swantyém anivérsèr, i koné kékshoz.

Bin wi. Pandan dé zané, zadvérsèr PCR, lakiz kominis tout kalité d'zafèr. Mi koné pa kosa zot lapa invanté pou aséy touf ali. Lé initil, mi sar grinn isi, lo shaplé. Mé minm tan, zot té arkoné kominis néna bonpé dann koko, bonpé gayar zidé, kozman i tiynbo dobout, lo biyn fondé son prozé, ék lo bann solisyon k'li propoz pou nout péi. E zot, zot napwin ariyn. Rézilta, ébin tout lo bann la désid konport azot in pé an pirat, an pirat politik. Zot la, kopyé, zot la piyé, konm si ariyn nété, lo travay, lo zidé, lo zanaliz Paul Vergès ék lo PCR.

Mé o final, lo PCR la zamé tiynbo rankinaz pou sa. kontrèr li lé fyèr k'lé zot la popolariz sonn bann zidé. Sa i armont la prév lo zistés d'son konba. Parlfèt, lo bann piyèr, san réfléshi, i rann in gran lomaz la Parti Komunis, é sé tan myé pou la Rényon. S'éтин limans viktwar pou lo PCR . Sét'in kado, napwin d'pri. Té falé mi rapél sa, lokasyon son swasantan.

*Pol*